

Suivi de la politique gouvernementale – Riposte à Macron

Olivier Dartigolles – 3 février 2020

Le contexte

Les députés entament ce lundi l'examen en commission spéciale, article par article, des deux projets de loi. Cette commission a en principe une semaine pour étudier les 65 articles du projet de loi ordinaire et les 5 du projet de loi organique avant une arrivée dans l'hémicycle, le 17 février. 22 000 amendements ont été déposés (dont 19 000 venant de LFI). Conforté par **l'avis du Conseil d'Etat** du 25/01, qui a torpillé le projet de réforme, l'estimant lacunaire et insincère, remettant en cause tant le contenu que la méthode de l'étude d'impact et des deux lois, les groupes de gauche à l'Assemblée nationale (LFI, PCF, PS) vont actionner l'ensemble des outils parlementaires pour s'opposer à la casse programmée de notre système de retraites. Une motion de censure sera cosignée et présentée en début d'examen dans l'hémicycle.

La motion référendaire proposée par le groupe communiste pose en grand la question de la démocratie. Qui a peur de la consultation populaire sur un texte d'une telle importance, puisqu'il est question de la retraite de toutes et tous, de celle des futures générations, et donc d'un sujet relevant d'un véritable choix de société ? Le projet de loi confirme les intentions réelles de l'exécutif : la disparition de la branche vieillesse, ouvrant la voie au démantèlement de toute notre Sécurité sociale.

Le Conseil d'Etat ne s'est pas contenté d'étriller les absences, les non-dits, le recours aux ordonnances (29 au total sur des aspects essentiels de la réforme et sans étude d'impact !). Il a aussi posé la question sur la **constitutionnalité du texte**. La plus haute juridiction administrative rappelle que la présentation de projets ou de propositions de loi ne peut faire l'impasse sur les modalités de financement. Comme il ne peut y avoir de loi qui fait injonction de dépense, comme le propose le projet gouvernemental pour les enseignants. Pour Anicet Le Pors (*L'humanité* du 28/01), le Conseil d'Etat a dénoncé une « maltraitance de l'Etat par le président de la République et le gouvernement (...) Emmanuel Macron est un homme dangereux. Il ne faut pas jouer avec la démocratie. Il ouvre la voie aux forfaitures et il risque à un moment donné d'être dépassé par plus violent que lui, dans une société complètement décomposée et désorganisée ».

Le Sénat a voté cette semaine, en conférence des présidents, **la levée de la procédure accélérée**. Dans un entretien au *JDD*, Gérard Larcher conseille au gouvernement de ne pas utiliser le 49.3. Pour Patrick Mignola, chef de file des députés Modem, le 49.3 sera « un outil de dissuasion ». Le gouvernement veut aller vite avec un vote solennel à l'Assemblée nationale, le 3 mars, avant les élections municipales.

Parallèlement au débat parlementaire, « **la conférence des financeurs** » a été installée. Elle s'ouvre sans diagnostic partagé sur la situation financière, actuelle et future, de notre système de solidarité avec un déficit construit de toute pièce. Il faut ici revenir sur les éclairages donnés par le COR. Le solde financier du système de retraites dépend de la manière cruciale de la convention comptable retenue. Les réserves du système de retraites sont évaluées à 5,6 % du PIB, soit un niveau largement suffisant pour passer le cap de 2025. Le COR reconnaît par ailleurs que l'équilibre financier pourrait facilement être atteint par une hausse modeste des cotisations (en moyenne un point de cotisation supplémentaire à l'horizon 2025). La CGT a posé une question préalable après la déclaration du Premier ministre lors de l'installation de la conférence : « toutes les pistes de solutions pourront-elles être mises sur la table ? ».

Si la majorité continue à parler d'une « réforme par redistribution », R. Ferrand évoquant même « la réforme la plus à gauche du quinquennat », **l'exécutif a perdu la bataille de l'opinion**. Comme en témoignent les récents sondages, une majorité de personnes demandent le retrait du texte. Ce qui avait été perçu lors de la campagne présidentielle, puis au début du quinquennat comme une proposition d'équité (« un euros cotisé donnant les mêmes droits à tous... »), s'est transformé au cours des mois comme une réforme anxigène, rendant l'avenir incertain, ne permettant pas (comme l'a pointé le Conseil d'Etat dans son avis) de pouvoir connaître le futur montant d'une pension et son évolution.

Au fil des semaines, un nombre toujours plus croissant de personnes a pu se poser une question : « **pourquoi font-ils cela ?** ». Pourquoi proposer un système universel avec des particularités ? Il n'est donc plus question d'une même valeur du point pour tout le monde. Pourquoi ne pas avoir mis en place un véritable simulateur ? Comment cela va-t-il se passer pour les générations à cheval sur les deux systèmes ? Comment va être traitée la question de la pénibilité ? On nous dit qu'il n'y a plus qu'un système par points et qu'il ne faut plus s'intéresser à la durée du temps de travail, mais l'on parle toujours de carrière complète (43 ans, 172 trimestres, 15 695 jours...). Emmanuel Macron s'était engagé à ne pas réduire les pensions et à ne pas toucher à l'âge de départ à la retraite mais l'étude d'impact, commandée par le gouvernement, dit exactement le contraire. Le projet de loi dit que pour toucher 1 000 euros de retraite (soit un montant inférieur au seuil de pauvreté), il faudra avoir une carrière complète. Aujourd'hui, 40 % des femmes n'ont pas de carrière complète (congé parental, temps partiel, chômage). Pourquoi baisser le niveau du PIB consacré aux retraites (de 14 % aujourd'hui à 12,9 % en 2050) alors qu'il y aura un plus grand nombre de retraités dans les prochaines décennies ?

Lancé lors de la journée du 5 décembre, et après 55 journées de mobilisation, avec des formes inédites d'actions, **le mouvement social** pour le retrait de la réforme a trois nouveaux rendez-vous inscrits à l'agenda. Ce lundi, les robes noires et les bouses blanches défileront entre la place de la Bastille et l'Opéra, à l'appel du collectif SOS Retraites qui avait organisé la manifestation du 16/09. Les avocats sont en grève depuis trois semaines. Ils seront en manifestation avec les métiers de la santé (médecins libéraux, chirurgiens, gynécologues, infirmières, kinésithérapeutes, orthophonistes). Mercredi, la fonction publique sera mobilisée à Paris.

La 9^e journée d'action nationale se tiendra le **6 février**.

Le gouvernement a connu d'autres revers au cours des derniers jours.

Le Conseil d'Etat a suspendu vendredi trois dispositions de la **circulaire Castaner** limitant l'attribution d'une nuance politique aux listes et candidats aux élections municipales. La circulaire du 10 décembre relevait de 1 000 à 9 000 habitants le seuil des communes à partir duquel les préfets sont appelés à procéder au « nuançage » (attribution d'une couleur politique). Le juge des référés a relevé qu'une « telle limitation conduit, dans plus de 95 % des communes, à ne pas attribuer de nuance politique et exclut ainsi de la présentation nationale des résultats les suffrages exprimés par près de la moitié des électeurs ». Le Conseil a par ailleurs estimé qu'avec la nuance « liste divers centre », la circulaire instituait une « différence de traitement entre les partis politiques, et méconnaissait dès lors le principe d'égalité ». Bref, le gouvernement est pris la main dans le sac de tripatouillages pour gonfler artificiellement les résultats de la République en marche aux municipales de mars.

Concernant **le congé d'un parent après le décès d'un enfant**, Emmanuel Macron a demandé au gouvernement « de faire preuve d'humanité ». Suivant l'avis de l'exécutif, les députés de la majorité avaient rejeté une proposition venant d'un député UDI-Agir qui visait à porter de 5 à 12

jours le congé d'un salarié venant de perdre un enfant (chaque année en France, 4 500 enfants meurent avant d'avoir atteint la majorité). Lors du débat parlementaire, Muriel Pénicaud avait mis en garde sur un texte qui ne reposait pas sur la solidarité nationale mais sur un congé « payé 100 % par l'entreprise ». Le Medef est intervenu pour demander un nouveau vote en faveur des 12 jours. Après l'intervention d'Emmanuel Macron, « le gouvernement reconnaît une erreur qu'il entend rapidement corriger ». Très certainement lors du prochain examen au Sénat. Reste le sentiment d'une ignominie. Ce matin, de nombreux édito sont consacrés à ce sujet.

Au sein de la macronie, **Jean-Yves Le Drian et Olivier Dussopt** ont lancé samedi à Pantin, avec d'autres ex-socialistes, « Territoires de progrès », « un mouvement à l'aile gauche de la majorité, en soutien au chef de l'Etat, affirmé et indépendant de la LREM ». Pour Jean-Yves Le Drian, « la social-démocratie a démenagé, elle a quitté le PS, elle doit se retrouver dans la majorité actuelle ». Dans un récent sondage, seuls 2 Français sur 10 estiment qu'Emmanuel Macron agit pour rassembler le pays, contrairement aux promesses initiales du « et en même temps ». Face à une droitisation du « nouveau monde », l'opération Le Drian a pour objectif de rééquilibrer le centre de gravité du macronisme.

Gros plan sur... le coronavirus

Le 31 décembre, les autorités chinoises préviennent l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de l'émergence à Wuhan (11 millions d'habitants) de cas de pneumonie d'origine inconnue.

Depuis son apparition dans la métropole chinoise, on assiste à une multiplication des mesures de précautions à l'échelle internationale. L'OMS a déclaré jeudi que l'épidémie était une « urgence de santé publique de portée internationale ». Le dernier bilan officiel de décès en Chine est de 361 morts (57 décès sur la seule journée de dimanche), avec 14 000 infections confirmées dans l'ensemble du pays. Il y a désormais en Chine continentale plus de morts dûs au coronavirus qu'à l'épidémie de Sras qui avait fait 349 victimes en 2002/2003. Lundi, un hôpital construit en un temps record – 10 jours – est ouvert pour faire face à l'afflux de malades. Des cas ont été signalés dans 24 pays (dont 6 en France).

L'Union européenne vient de débloquent 10 millions d'euros pour la recherche. L'Institut Pasteur, à Paris, des équipes chinoises et australiennes, sont parvenues à isoler et à mettre en culture des souches du virus.

En France, les premiers rapatriés (179 personnes) de Wuhan sont confinés dans un centre de vacances à Carry-le-Rouet. Après des examens effectués samedi et dimanche, aucun d'entre eux n'a présenté des résultats positifs au coronavirus. Une vingtaine de passagers de l'avion de rapatriés arrivé dimanche en France depuis la Chine sont restés sur le tarmac de l'aéroport dans l'attente d'un test car ils présentaient des symptômes de contamination. Une réunion interministérielle s'est tenue dimanche à Matignon pour faire un point sur la situation.

A noter : une augmentation sur les réseaux sociaux de commentaires racistes et hostiles à la communauté chinoise.

Agenda

- 3/02** Suivi de l'évolution du nouveau coronavirus / Réforme des retraites, examen du projet de loi par la commission spéciale de l'Assemblée nationale / Appel à la grève du collectif SOS Retraites / Paris : des chefs de service de l'hôpital Saint-Louis remettent leur démission administrative / Présentation du 4^e rapport de l'observatoire du suicide « suicide, quels liens avec le travail et le chômage ? » / Palaiseau : déplacement de Gabriel Attal pour lancer la campagne de recrutement des 30 000 jeunes volontaires du service national universel pour juin 2020 / Varsovie : visite d'Emmanuel Macron / Procès en appel du couple Balkany.
- 4/02** Assemblée nationale : débat sur la politique maritime de la France, débat sur le financement des retraites / Sénat : explication de vote puis scrutin solennel sur le projet de loi relatif à la bioéthique. Proposition de loi Retailleau « tendant à assurer l'effectivité du droit au transport en cas de grève ».
- 5/02** Journée d'action dans la fonction publique à l'appel des syndicats CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires de la fonction publique « pour le maintien et l'amélioration de nos acquis en matière de pénibilité » (rassemblement devant l'Opéra Garnier de 13h à 14h) / Assemblée nationale : débat sur la politique de développement et de solidarité internationale dans la perspective de la loi d'orientation et de programmation / Sénat : conférence de presse du groupe CRCE, proposition de loi « visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie, et à lutter contre la précarité énergétique ».
- 6/02** 9^e journée de grève interprofessionnelle et de manifestations contre la réforme des retraites / Retraites : la CGT Ports et Docks appelle à une nouvelle journée « ports morts » / Assemblée nationale : questions sur les politiques de réponse aux personnels hospitaliers en grève / Débat sur les allègements de la fiscalité au profit du capital et les entreprises / Sénat : ordre du jour réservé au groupe CRCE (droit effectif à l'accès à l'énergie, organisation d'un référendum sur la privatisation d'ADP) / Le gouvernement présente une « stratégie nationale de lutte contre les discriminations ».
- 7/02** Chiffre de l'emploi salarié au 4^e trimestre 2019 / Dares : résultats d'études sur les jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation / Session 5 de la Convention citoyenne pour le climat.